



Continuer à développer, à élargir la lutte.

Le 20 février sera une nouvelle journée interprofessionnelle de grèves, de manifestations, des salarié(e)s, des privé(e)s d'emploi, de la jeunesse, des retraités, contre la réforme capitaliste des retraites.

Le mouvement de lutte qui s'est installé depuis le 5 décembre 2019 sur la base d'un profond mécontentement, s'exprime de plus en plus fort dans les actes et les actions qui se succèdent. Nous participons pleinement à cette mobilisation, nous l'avons sollicitée, appelé à son élargissement, à la convergence des professions dans la lutte car la question de la retraite, sa remise en cause aujourd'hui est une question de société, de choix de société.

La France est capitaliste, les multinationales capitalistes prennent les décisions que le pouvoir applique et c'est bien la raison première aux multiples attaques et remises en cause de notre système social car il conteste sur le fond le système

capitaliste, ses lois, le développement du profit.

L'affrontement actuel dépasse le simple cadre de la retraite et de la Sécurité Sociale, car il atteint les fondements de la société. L'actualité, c'est aussi les plans de licenciements, les restructurations dans l'automobile, les milliers de suppressions d'emplois dans la grande distribution, avec pour objectif d'améliorer la « compétitivité », la « rentabilité » et les luttes des travailleurs de ces entreprises. **Le choix est donc bien clairement, entre les objectifs du capital et les intérêts des travailleurs. Il n'y a pas de troisième voie, d'issue politique autre que celle que le mouvement social nous montre aujourd'hui, c'est la dire la lutte des travailleurs.**

Les partis de droite veulent accélérer le train des réformes capitalistes, l'extrême droite avec le Rassemblement National se présente comme étant une alternative à Macron en tentant d'apparaître comme le

« parti du peuple ».

Les partis de gauche veulent « l'aménagement » de la société actuelle, ils ne veulent pas combattre le capitalisme et encore moins l'abattre, ils ne portent pas le changement révolutionnaire de la société.

Notre Parti appelle et participe à la lutte sociale capitale pour faire reculer le pouvoir et imposer des revendications, il appelle en même temps à la lutte politique indispensable car **tant que le capitalisme existera il fera tout pour reprendre ce qu'il a dû concéder et exploiter encore plus durement**

L'objectif de notre Parti est la lutte jusqu'à abattre le capitalisme et construire une société au service du peuple. Venez discuter avec nous de cette grande question. Venez avec nous mener ce combat.

*Extraits du rapport
d'A. Sanchez
au Bureau National*

**Vous pouvez lire le rapport complet sur
notre site: sitecommunistes.org**

Quelle perspective politique aujourd'hui ?

La lutte contre la réforme des retraites continue. Le mécontentement s'élargit. Le rejet de la politique de Macron grandit partout sur tous les aspects de la vie.

L'aspiration au changement de politique est de plus en plus massive. On veut que ça change. Comment ? avec qui ?

Qui est à l'origine de la situation actuelle ?

Qui prend les décisions ? Nous sommes dans le système capitaliste, le mode de production capitaliste. Les multinationales capitalistes prennent les décisions (le capital est devenu mondial, de plus en plus concentré), elles propulsent au pouvoir des hommes ou des femmes pour servir leurs seuls objectifs. Ils ont promu Macron, comme ses prédécesseurs.

Marx a analysé dès le début Du 19^{ème} siècle, que la seule obsession du capitalisme est la montée du taux de profit, quelles qu'en soient les conséquences sociales et environnementales. Il fait pour cela pression sur tout : les salaires, la santé, l'éducation... On retrouve parfaitement cela aujourd'hui dans le monde entier.

Alors que l'humanité a des ressources suffisantes, les capacités scientifiques, techniques pour satisfaire les besoins sociaux, élémentaires, des populations de la planète, c'est tout le contraire qu'on constate : d'un côté, misère, pauvreté massives, de l'autre, profits fabuleux. Le capitalisme exploite la planète, ses ressources, fait des guerres de domination.

Il y a d'ailleurs de nombreuses luttes dans le monde contre l'exploitation capitaliste, pour exiger des changements.

Comment changer fondamentalement de politique ?

Il faut combattre le capitalisme sans arrêt, avec persévérance, le combattre jusqu'à l'abattre. C'est la lutte de classe

L'histoire du monde, c'est l'histoire de la lutte des classes

Le capitalisme pour réaliser en permanence le profit maximum, dépossède les travailleurs de la richesse nationale qu'ils créent. Il possède tout : les moyens de production, financiers, économiques et le pouvoir politique.

Pour changer de politique il faut abattre ce système : reprendre aux capitalistes les moyens de production, d'échange, les moyens économiques, financiers, le pouvoir politique pour en donner la gestion au peuple et à ses représentants.

Les luttes économiques et sociales sont décisives pour imposer des revendications, pour repousser les attaques du capital. Elles sont politiques car elles s'attaquent à l'objectif fondamental du capitalisme : le profit. Mais elles ont leur limite car elles ne lui reprennent pas le pouvoir, il continue à dominer. Sous le capital, c'est un éternel recommencement, il veut reprendre ce qu'il a dû concéder, il faut lutter à nouveau... Par ex. dès 1946 il est parti en guerre contre le système par répartition des retraites qui lui avait été imposé.

Pour changer, il faut mener la lutte contre le capitalisme clairement

Mener la lutte idéologique pour montrer sa réalité, dénoncer ceux qui sont à son service, montrer qu'on peut faire autrement, appeler à l'action, contribuer à la faire grandir.

Le journal financier « Les Echos » cite un sondage fait sur 28 pays qui font les 2/3 de la population mondiale - 56% des habitants contestent le capitalisme qui « fait plus de mal que de bien ». En France ce sont plus des 2/3 des habitants qui le contestent. Le journal évidemment rêve 4 scénarios pour dit-il le réinventer ?!

Il faut se situer clairement : Pour ou contre le capitalisme

Où se situent les partis politiques en France ?

-Il y a ceux qui sont au service du capitalisme et que celui-ci utilise selon ses besoins. Aujourd'hui Macron est au pouvoir avec la République en Marche et la collaboration des centristes. Il a en réserve, entre autres, le Rassemblement National et Les Républicains -Le PCF – La France Insoumise – le PS – les Ecologistes – fustigent le gouvernement sur la réforme des retraites – mais ne mettent nullement en cause le système capitaliste, il n'appellent donc pas à l'abattre, ils veulent l'améliorer, le rendre plus vivable ? On sait ce que cela a donné après 1981 avec Mitterrand et la gauche plurielle et avec Jospin et encore la gauche plurielle en 1995. Le capitalisme a continué à dominer, à se développer ; en voit le résultat aujourd'hui.

Il faut lutter contre le capitalisme. C'est le seul chemin pour mener au changement.

Pour donner plus de force à leur lutte, les travailleurs, les jeunes, ont besoin d'une force politique qui contribue à développer leur lutte, qui les aide dans ce combat. C'est le rôle d'un Parti révolutionnaire.

Lutter chaque jour, en toute occasion, contre le capitalisme jusqu'à l'abattre et pour construire une autre société au service du peuple, c'est le combat de notre Parti Révolutionnaire Communistes.

Discutons partout ensemble de cette question du changement de politique en France et des conditions pour y parvenir.

Venez rejoindre notre Parti pour qu'ensemble nous gagnons ce combat.

Suivre l'actualité sur notre site www.sitecommunistes.org

Communistes
commission paritaire : N° 0123 P 11306
directeur de publication : Georges MARCHAND
239 rue du Dr Garnier 14220 HEROUVILLE
E-mail: communistes2@wanadoo.fr
- imprimé par nos soins-

Réforme des retraites, la lutte continue

Depuis plus de deux mois la mobilisation contre la réforme des retraites n'a pas connu de pause.

La durée de la mobilisation et des actions a dépassé la durée des grèves de 1995 qui a contraint Juppé à retirer son projet de réforme des retraites.

La détermination de ceux qui luttent reste intact

Depuis le 5 décembre les **9 journées de grèves et de manifestations interprofessionnelles** ont mobilisé plusieurs centaines de milliers de manifestants. Chaque semaine les luttes se renforcent et s'étendent à de nouvelles entreprises -publiques et privées-, de nouveaux secteurs professionnels rejoignent le mouvement et rentrent en grèves reconductibles, des actions sous différentes formes (débrayages, blocages d'entreprises, etc...) convergent tous contre la réforme des retraites :

*45 jours de grèves à la SNCF et à la RATP ; * Poursuite et intensification des grèves du personnels hospitalier *opération « ports morts » (Marseille, Le Havre, Rouen, La Rochelle, Dunkerque, Nantes, Saint Nazaire) ; *7 raffineries sur 8 bloquées *secteurs de l'énergie (grèves, coupures de courant, opérations électricité gratuite), dans les centrales nucléaires de Gravelines (62), de Penly et de Paluel (76) * grèves des éboueurs, égoutiers et du centre d'inci-

nération des déchets de l'Île de France, du Pas de Calais, de Marseille, d'Angoulême. *l'agro-alimentaire : Nestlé, Yoplait, Lu, Bonduelle, Tipiak * Commerce et Grande distribution; * Dans la métallurgie, Arcelor Mittal, Airbus, Chantiers de L'Atlantique (Saint Nazaire), Naval Group (Cherbourg). Depuis le 6 janvier grève nationale des avocats des avocats voté jusqu'au 14 février * grève à l'INSEE, * grève des informaticiens d'entreprises privées (ex Solutech, qui soustrait des dossiers de la SNCF), etc...

La première semaine de février, alors que débutait l'examen du projet de loi de la réforme des retraites en commission de l'Assemblée Nationale, des manifestations ont eu lieu dans toute la France et tous les jours.

Lundi 3 février, les avocats, médecins, infirmiers, kinésithérapeutes, pilotes de ligne, experts-comptables et commissaires aux comptes ont manifesté à Paris.

Jeudi 6 février, la mobilisation, dans plus de 250 villes, de la journée interprofessionnelle a été en hausse par rapport à celle du 29 janvier, et a été marquée par une participation plus importante des jeunes qui sont impactés par la réforme des retraites n'acceptent pas les réformes inégalitaires de l'enseignement qui instaurent une sélection draconienne dans les

études secondaires et à l'université. Ils refusent la précarisation des conditions de vie et d'études. Les mouvements de contestation du nouveau bac blanc ont conduit à l'annulation et au report des épreuves dans 170 lycées, soit plus de 4 lycées sur 10 et plusieurs universités, ces dernières semaines ont été bloquées, retardant les partiels (Paris 8, Tolbiac, Paris 4, Jussieu, Lille, Clermont Ferrand.)

Les luttes sont à des niveaux qui n'avaient pas été atteints depuis longtemps, elles portent non seulement sur la réforme des retraites mais aussi sur les salaires, les pensions, l'emploi, des moyens supplémentaires pour les publics, la santé, l'éducation.

Ces luttes s'opposent aux objectifs de Macron qui est de modifier en profondeur toute la société française en donnant au capital tous les moyens pour surexploiter les travailleurs pour accroître ses profits et lui permettre de se placer dans la concurrence mondiale capitaliste.

Il faut continuer à développer partout encore plus les luttes des travailleurs des entreprises et de tous celles et ceux qui subissent les conséquences de cette politique, les retraités, les chômeurs, la jeunesse dont l'avenir est en cause, à les faire converger, c'est la seule voie pour faire reculer faire reculer Macron et le capital.

Dans l'histoire de la lutte des classes en France, en 1936, en 1945, en 1968 c'est l'ampleur et la détermination de la lutte qui ont fait reculer le capital et qui ont imposées de grandes conquêtes sociales. Le capitalisme ne les admises que contraint et forcé, pour son objectif, le profit maximum, il fait tout pour reprendre les acquis.

A l'appel de l'intersyndicale, la prochaine journée de grève et de manifestation aura lieu le 20 février

SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél perso : _____

E-mail : _____

Je verse la somme * de:.....€

Chèques * libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

Brexit : le capitalisme domine toujours la Grande Bretagne

Le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne (UE) ce 31 janvier. En s'éloignant de l'UE, le Royaume Uni ne renonce nullement au capitalisme et aux reculs sociaux qu'il entend continuer d'infliger aux salariés, il se place dans un rapport nouveau avec les pays européens et surtout comme un allié indéfectible et une tête de pont de l'impérialisme US. La grande bourgeoisie anglaise sur ordre des multinationales anglaises c'est dégagee des "contraintes européennes" qui entravent ses ambitions de se ranger plus encore sous la houlette des USA.

Le Premier ministre conservateur Boris Johnson a promis «un soutien indéfectible» à Trump dans ses menaces de guerre contre l'Iran. ... une **augmentation des dépenses de défense de 2,2 milliards** de livres sterling est au programme.

Nous avons à plusieurs reprises souligné que le slogan de Brexit, nommé Frexit pour la France, n'était qu'un moyen de masquer l'essentiel sur la nature de la construction européenne, celle d'un ensemble impérialiste s'inscrivant dans la concurrence mondiale que se livrent les grands monopoles. L'Union Européenne a été créée en 1948 par les capitalistes pour servir les

intérêts capitalistes.

Le 1^{er} ministre conservateur annonce la couleur :

«Nous avons repris les mécanismes de notre autonomie gouvernementale. Il est maintenant temps d'utiliser ces mécanismes pour libérer le plein potentiel de ce formidable pays...» Loin d'ouvrir une ère de prospérité, **son gouvernement s'est engagé à attaquer le niveau de vie des britanniques.** Il n'y aurait pas «d'alignement vers le haut» avec l'UE sur la législation du travail, déjà que l'UE casse tous les acquis sociaux de la classe ouvrière, on imagine que ça promet !

La classe dirigeante britannique cherche à donner au capitalisme britannique les moyens d'être compétitif à l'échelle mondiale par une attaque incessante contre les emplois et les salaires et la destruction des services sociaux essentiels, le véritable programme économique et social du Brexit est clair.

Le gouvernement a défini ses objectifs, trois exemples :

*Au moins 5% d'économie, tous les ministres ont été chargés de faire des coupes dans leur budget qui «libéreraient de l'argent pour investir dans nos priorités». On traduit : davantage de cadeaux au patronat et augmentation des dépenses

ses militaires.

*Création de ports francs : mieux connus sous le nom de zones franches de libre-échange ou zones économiques spéciales, permettent aux entreprises de bénéficier de taux d'imposition zéro et de la super-exploitation de la classe ouvrière. Le député conservateur Simon Clarke qu'ils «devaient être en mesure d'offrir des niveaux d'imposition inférieurs et des réglementations moins contraignantes que celles existant à l'extérieur... »

*une législation qui interdira toutes les grèves, dans le secteur des transports, puis dans tous les services et industries jugés «essentiels».

S'attaquer à la domination capitaliste

Tous ceux qui ont vu dans le Brexit une opportunité de combattre l'UE se sont lourdement trompés. **Le Brexit n'est que le reflet de la concurrence au sein du système impérialiste.**

Il laisse intact la domination du capital sur la société britannique. **Nous le redisons avec force: « pour combattre l'UE il faut s'attaquer à la domination capitaliste dans chaque pays européen et faire converger les luttes contre le capitalisme ».**

Elections municipales 15 et 22 mars

Les politiques misent en œuvre successivement par Jospin, Sarkozy, Hollande, Macron... ont réduit considérablement les prérogatives des communes. Leur insertion au sein de « *communautés d'agglomération* » ou de « *communautés de communes* » les privent de décider pour leur commune. Le pouvoir local est directement sous la tutelle des régions et du pouvoir. **Les subventions d'Etat aux communes se réduisent de plus en plus**, amenant de nombreuses municipalités à réduire les services publics, à accepter les transferts de compétences, à pressurer les fonctionnaires

territoriaux, à précariser les personnels et à engager les privatisations des offices municipaux. Le pouvoir soucieux de favoriser le capital avait mis fin à la taxe professionnelle et maintenant supprime la taxe d'habitation... Les prétendants au siège de maire se pressent aux portillons, alliances, mésalliances, liste citoyenne, PS-Droite, PCF-Vert, LREM-PS, Droite-RN. Toutes les combinaisons semblent possibles. Elles assurent l'accompagnement de la politique de Macron et du capital dans les localités. **Avec les uns ou avec les autres, la vie du peuple ne peut que s'aggraver.**

<input type="checkbox"/>	Pour adhérer
<input type="checkbox"/>	Prendre contact
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS E'mail : communistes2@wanadoo.fr	

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :